



Pôle Achats
5, Allées Antonio Machado
31058 Toulouse Cedex 9

AOT 2025ATPSORD019 à 2025ATPSORD022

**Autorisations d'Occupations Temporaires (AOT) du
domaine public visant l'implantation et l'exploitation de
distributeurs automatiques de boissons et de denrées
alimentaires sur divers sites de l'INSPÉ de l'UT2J**

Règlement de Consultation R.C.

Document commun aux sites

Date et heure limites de réception des offres

13 mai 2025 à 12h00

Table des matières

1. Objet et etendue de la consultation	3
1.1 Objet de l'AOT	3
1.2 Mode de passation	3
1.3 Décomposition de la consultation	3
1.4 Nomenclature	3
1.4.1 Nomenclature communautaire	3
2. Caractéristiques de la consultation	4
2.1 Délai de validité des offres	4
2.2 Forme juridique du groupement	4
2.3 Développement durable	4
2.4 Visites obligatoires	4
3. Caractéristiques de l'AOT	5
3.1 Délais de l'AOT	5
3.1.1 Durée de l'AOT	5
3.1.2 Délais d'exécution	5
3.2 Lieux d'implantation	5
3.3 Unité monétaire et langue(s) utilisée(s)	5
4. Dossier de consultation des Entreprises (D.C.E.)	6
4.1 Contenu du D.C.E.	6
4.2 Retrait du D.C.E.	6
4.3 Renseignements complémentaires	6
5. Contenu de l'offre	7
6. Conditions d'envoi et de remise des offres	8
6.1 Copie de sauvegarde	8
7. Analyse des candidatures et jugement des offres	9
7.1 Examen de la candidature	9
7.2 Jugement des offres	9
7.2.1 Critères d'analyses des offres	9
7.2.2 Négociation	9
8. Notification	10
9. Procédure de recours	10

1. Objet et etendue de la consultation

1.1 Objet de l'AOT

L'Université Toulouse Jean Jaurès souhaite accorder des Autorisations d'Occupations Temporaires (AOT) du domaine public visant l'implantation et l'exploitation de distributeurs automatiques de boissons et de denrées alimentaires sur divers sites de l'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation (INSPÉ) Toulouse Occitanie-Pyrénées.

La signature de ces autorisations d'occupations du domaine public est soumise à publicité en vertu de l'article L.2122-1-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

1.2 Mode de passation

La consultation est passée suivant le Code général de la propriété des personnes publiques notamment de l'article L2122-1-1 qui dispose que « l'autorité compétente organise librement une procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence, et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester ».

1.3 Décomposition de la consultation

Cette consultation concerne 4 AOT :

- ✓ **Pour le site d'Auch** : l'AOT porte la référence 2025AOTPSCON019 ;
- ✓ **Pour le site de Cahors** : l'AOT porte la référence 2025AOTPSCON020 ;
- ✓ **Pour le site de Ranguel** : l'AOT porte la référence 2025AOTPSCON021 ;
- ✓ **Pour le site de Rodez** : l'AOT porte la référence 2025AOTPSCON022.

Les candidats pourront répondre à une ou à l'ensemble des AOT.

1.4 Nomenclature

1.4.1 Nomenclature communautaire

Les services concernés par la présente consultation relèvent de la classification principale conforme au vocabulaire commun (CPV) ci-après :

Classification principale
51540000-9 : services d'installation de machines et d'équipements à usage spécifique

2. Caractéristiques de la consultation

2.1 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 (cent vingt) jours à compter de la date limite de remise des offres.

2.2 Forme juridique du groupement

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

Si le groupement est conjoint, le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social ou/et environnemental dont le détail est indiqué dans le projet de la convention. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

2.4 Visites obligatoires

Une visite préalable au dépôt des candidatures est obligatoire afin de prendre connaissance des caractéristiques du site (accessibilité, contraintes, moyens et dispositions nécessaires à la mise en œuvre des prestations, accessibilité pour les personnes handicapées...), et de répondre au plus juste aux besoins.

Aussi chaque candidat devra **obligatoirement** effectuer la visite préalable suivant les modalités ci-après :

- **Pour le site d'Auch** : du lundi au jeudi entre 8h00 et 17h00. Prise de rendez-vous obligatoire auprès de Monsieur Philippe DUMOISSAUD au 06 48 48 15 21 ;
- **Pour le site de Cahors** : lundi, mardi, jeudi, vendredi de 9h à 11h et de 14h à 16h. Prise de rendez-vous obligatoire auprès du Responsable Administratif et Financier au 05 65 23 46 00 ;
- **Pour le site de Ranguel** : du lundi au vendredi entre 8h00 et 17h00. Prise de rendez-vous obligatoire auprès de Madame Geneviève Girard au 06 75 21 54 86 ;
- **Pour le site de Rodez** : du lundi au vendredi, 8h-12h et 13h30-17h00. Prise de rendez-vous obligatoire auprès de la Responsable Administrative et Financière au 05 65 68 88 00.

Le point de rendez-vous est situé au hall d'entrée.

3. Caractéristiques de l'AOT

3.1 Délais de l'AOT

3.1.1 Durée de l'AOT

La durée des présentes Autorisations d'Occupation Temporaires est fixée dans le projet convention spécifique à chaque site.

3.1.2 Délais d'exécution

Ils sont fixés dans la convention d'Autorisation d'Occupation Temporaire.

3.2 Lieux d'implantation

Les sites concernés par le présent avis d'appel à la concurrence sont ci-après :

- **INSPÉ site d'Auch** : 24 Rue d'Embaques, 32000 Auch ;
- **INSPÉ site de Cahors** : 273 Avenue Henri Martin, 46000 Cahors ;
- **INSPÉ site de Rodez** : 12 Rue Sarrus, 12000 Rodez ;
- **INSPÉ site de Ranguel** : 118 Rte de Narbonne, 31400 Toulouse.

Les distributeurs automatiques seront installés suivant les prévisions spécifiques à chaque convention.

Les candidats retenus pourront éventuellement suggérer des agencements différents de la répartition des distributeurs sur chaque site.

3.3 Unité monétaire et langue(s) utilisée(s)

L'ensemble des prestations exécutées dans le cadre des présentes AOT sera payé en euros (€).

L'offre sera entièrement rédigée en langue française.

4. Dossier de consultation des entreprises (D.C.E.)

4.1 Contenu du D.C.E.

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation (R.C.), document commun à l'ensemble des sites ;
- Le projet de convention d'Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT) propre à chaque site ;
- Les annexes telles que décrites dans les projets de conventions et spécifiques à chaque site ;
- Le cadre de réponse spécifique à chaque site.

4.2 Retrait du D.C.E.

Aucun dossier de consultation des entreprises en version papier ne sera fourni

Le dossier de consultation des entreprises est disponible immédiatement et gratuitement à l'adresse électronique suivante : **<http://www.marches-publics.gouv.fr>** (**Autorisations d'Occupations Temporaires (AOT) du domaine public visant l'implantation et l'exploitation de distributeurs automatiques de boissons et de denrées alimentaires sur divers sites de l'INSPÉ de l'UT2J.**

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

L'université ne saurait être engagée par des documents non téléchargés sur la plate-forme de dématérialisation.

Les candidats sont donc invités, pour télécharger les DCE, à s'identifier sur la plateforme.

Pour ce faire, les sociétés devront renseigner un formulaire d'identification mentionnant notamment le nom de l'organisme, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse permettant de façon certaine une correspondance électronique, en particulier l'envoi d'éventuels compléments (précisions, réponses, rectifications). Tout retrait ne faisant pas l'objet d'une identification sur la plateforme ne permet pas de recevoir d'éventuels compléments relatifs à la consultation.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : .zip, .pdf, .docx et .xlsx (enregistrés sous MS Office 2010).

Aucun dossier de consultation ne sera délivré au-delà de la date limite de réception des offres.

En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le soumissionnaire est invité à se rapprocher du support technique.

4.3 Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard le **6 mai 2025** une demande écrite à déposer sur la plateforme de dématérialisation.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, au plus tard le **7 mai 2025**.



L'Université Toulouse Jean Jaurès est fermée du samedi 12 avril 2025 au dimanche 27 avril 2025 inclus. Veuillez en tenir compte si vous souhaitez avoir des renseignements complémentaires.

5. Contenu de l'offre

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces précisées ci-dessous :

- ❖ Une lettre de candidature signée par la personne habilitée à représenter la société ;
- ❖ Un extrait Kbis de moins de 3 mois ;
- ❖ Une liste de références professionnelles du candidat et de ses capacités financières.
- ❖ Une attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité indiquant la nature, le montant de la couverture et de la franchise, et la durée de la garantie ;
- ❖ La convention d'occupation temporaire du domaine public non constitutive de droits réels dûment complétée par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat ;
- ❖ L'annexe 1 : bordereau des prix ;
- ❖ L'annexe 2 : cadre de réponse du mémoire technique détaillant les points suivants :
 - ✓ Détail des produits répondant aux critères biologiques, sans huile de palme, écoresponsables, labellisés, végétariens,
 - ✓ Moyens humains mis à disposition :
 - ✓ Référent chargé de l'exécution et du suivi de l'AOT,
 - ✓ Organigramme de l'équipe affectée à la réalisation de la prestation,
 - ✓ Liste des équipements,
 - ✓ Description technique et présentation détaillée des appareils :
 - ✓ Economie d'énergie,
 - ✓ Moyens de paiement proposés,
 - ✓ Type de gobelets,
 - ✓ Description de l'organisation du tri des déchets,
 - ✓ Système incitant au recyclage des canettes,
 - ✓ Organisation de la mise en place des prestations,
 - ✓ Organisation de la maintenance préventive (procédures et moyens pour assurer l'approvisionnement, l'entretien et le nettoyage : organisation, fréquence, délai),
 - ✓ Organisation de la maintenance corrective (Modalités d'intervention en cas de dysfonctionnement : délai d'intervention à réception d'appel - délai de remise en service – etc..., N° d'appel unique - système internet interactif -sécurisation de la prise en compte des demandes d'intervention - plages horaires d'intervention réelles y compris week-end)
 - ✓ Traçabilités des contrôles sanitaires périodiques ;
- ❖ Attestation de visite datée et signée au nom du candidat.

Le candidat devra proposer des réponses adaptées répondant aux attentes et besoins de l'Université Toulouse Jean Jaurès tels que décrits dans la convention d'occupation temporaire du domaine public non constitutive de droits réels.

A ces documents pourra être joint tout autre document technique et/ou explicatif jugé utile par le candidat à la compréhension de son offre.

6. Conditions d'envoi et de remise des offres

Les candidats doivent transmettre leurs plis uniquement à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> jusqu'au **13 mai 2025 - 12 heures**

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus.



Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats. Leur attention est attirée sur le temps nécessaire au chiffrage des documents, notamment lorsque ces documents sont stockés sur un serveur partagé.

6.1 Copie de sauvegarde

Les candidats qui transmettent leurs documents par voie électronique peuvent adresser à l'acheteur, sur support papier ou sur support physique électronique, une copie de sauvegarde de ces documents établie selon des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Attention : la copie de sauvegarde (scrupuleusement identique à l'offre électronique) doit être réceptionnée au plus tard à la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

« AOT 2025ATPSORD019 à 2025ATPSORD022 : Autorisations d'Occupations Temporaires (AOT) du domaine public visant l'implantation et l'exploitation de distributeurs automatiques de boissons et de denrées alimentaires sur divers sites de l'INSPÉ de l'UT2J » préciser la référence de l'AOT

COPIE DE SAUVEGARDE

« NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE DU COURRIER »

À

UNIVERSITE TOULOUSE JEAN JAURES
Direction des Affaires financières
Pôle Achats

5 allées Antonio Machado,
Bâtiment Présidence, RDC, bureau PR017
31058 Toulouse cedex 9

La copie de sauvegarde sera ouverte uniquement dans le cadre de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

7. Analyse des candidatures et jugement des offres

Avant de procéder à l'examen des candidatures et des offres, l'Acheteur qui constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, peut demander aux candidats de compléter leur dossier.

7.1 Examen de la candidature

L'examen de la candidature se fondera sur l'appréciation des documents, informations et références présentés par le candidat, notamment présentation de plusieurs références pertinentes par rapport à l'objet du présent AOT et suffisamment renseignées et détaillées pour permettre leur appréciation mais aussi sur leurs garanties et capacités techniques et financières et capacités professionnelles

7.2 Jugement des offres

L'offre des candidats devra inclure l'ensemble des documents demandés à l'article 5.

7.2.1 Critères d'analyses des offres

Pour chaque AOT, Les candidatures feront l'objet d'une sélection en fonction des critères ci-dessous :

Critères	Pondération
1 – Qualité technique de l'offre sur la base du cadre de réponse	50 %
Sous-critère 1 : « Diversité, qualité et origine des produits »	25
Sous-critère 2 : « Moyens matériels : qualité et performances des DAB et des véhicules »	5
Sous-critère 3 : « Suivi de la prestation et service après-vente : fréquence des entretiens et des approvisionnements, délai d'intervention en cas de panne »	20
2 – Prix sur la base du BPU	50 %
Sous-critère 1 : « Prix sur la base du BPU »	30
Sous-critère 2 : « Redevance supérieure à la redevance plancher indexée sur le chiffre d'affaires »	20

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

7.2.2 Négociation

A l'issue de l'analyse des offres jugées recevables, l'Université se réserve le droit avec les candidats arrivés aux trois premières places du classement :

- ✓ le droit d'auditionner les candidats pour préciser les modalités de l'occupation et/ou juger la qualité des produits par le biais d'une dégustation.
- ✓ le droit de recourir à la négociation sur tout ou partie des éléments de l'offre des candidats. Toutefois, elle a également la possibilité d'attribuer l'AOT sur la base des offres initiales sans négociation.

Le lauréat sera le candidat qui aura obtenu la meilleure note globale à l'issue de cette analyse.

L'Université Toulouse Jean Jaurès se réserve le droit de proroger la date limite de remise des offres. Le cas échéant, cette information sera diffusée par une insertion sur le site internet de l'Université voie de presse et à toute personne qui aura fait connaître son intérêt pour l'occupation et laissé ses coordonnées à cet effet lors du retrait de dossier.



Jusqu'à l'acceptation ferme d'une offre, l'Université se réserve le droit d'interrompre, de suspendre ou d'annuler le processus d'attribution de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public et se réserve la possibilité de ne pas donner suite aux offres reçues, le tout, sans que les candidats puissent demander, en contrepartie, une quelconque indemnisation.

8. Notification

Elle consiste en la remise d'un exemplaire de L'AOT au titulaire.

Cette remise s'effectuera par la plate-forme dématérialisée <https://www.marches-publics.gouv.fr> par un envoi électronique horodaté à l'adresse mail indiqué par le candidat dans les documents de sa candidature.

9. Procédure de recours

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal Administratif de Toulouse

68, rue Raymond IV B.P. 7007, 31068, Toulouse Cedex 07, France.

Téléphone : (+33) 5 62 73 57 57,

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr,

Organe chargé des procédures de médiation

CCIRA de Bordeaux

DREETS Nouvelle-Aquitaine – Pôle C

Immeuble Le Pôle - 11 avenue Pierre Mendez France - 33700 MERIGNAC

Téléphone : (+33) 5 55 12 20 47

Courriel : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr

Introduction de recours

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours :

Tribunal Administratif de Toulouse, 68 rue Raymond IV B.P. 7007, 31068, Toulouse Cedex 7, France.

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).

Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.